



SYNTHESE

Tous les chiffres sont à fin mai 2017 sauf indications contraires

Affermissement de l'activité économique mondiale

L'économie mondiale reste dynamique, en rythme trimestriel, au deuxième trimestre 2017, portée par le regain de la consommation, de l'investissement et du commerce. Selon les premières estimations de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) de la France, cette bonne orientation de l'activité serait tirée par les pays avancés et certains pays émergents.

Dans les **pays avancés**, la progression de l'activité économique s'améliorerait au deuxième trimestre (+0,5% après +0,4% au premier trimestre 2017) grâce au dynamisme de l'activité aux **Etats-Unis** (+0,7% après +0,4%). L'économie américaine bénéficierait de l'accroissement des investissements des entreprises et de la reprise de la consommation des ménages favorisée par l'amélioration du marché du travail.

Dans la **zone euro**, la croissance économique se situerait à +0,5% après +0,6% au premier trimestre. La croissance proviendrait du maintien à la hausse de l'activité en Allemagne (+0,5%), en Espagne (+0,8%), en Italie (+0,3%) et en France (+0,5%). Ces pays ont enregistré une augmentation de la consommation des ménages, un rebond de l'investissement bénéficiant de conditions de financement attrayantes et une nette accélération des exportations italiennes.

L'activité au **Royaume-Uni** progresserait de 0,3% au second trimestre après +0,2% le trimestre précédent. L'économie britannique profiterait du rebond des exportations et des investissements des entreprises. Par ailleurs, la consommation des ménages qui était en baisse, du fait de la poussée de l'inflation consécutive à la dépréciation de la livre Sterling, se stabilise.

Au **Japon**, la croissance du PIB ressortirait à +0,2% après une progression de 0,3% au premier trimestre 2017. Cette évolution est portée par une reprise modeste de la consommation des ménages soutenue par une légère hausse des salaires.

Dans les **économies émergentes**, la conjoncture continue de s'améliorer grâce au rebond des cours des matières premières et à la reprise du commerce mondial.

Ainsi, en **Chine**, la croissance du PIB progresserait de +1,8% au deuxième trimestre 2017 soutenue par le dynamisme de la demande intérieure ainsi que le rebond des exportations et des investissements privés. L'économie **russe**, après deux années de récession, poursuit sa relance et affiche une hausse du PIB

de 0,5% au premier trimestre 2017. Elle tire profit du rebond des cours des matières premières. En **Inde**, la croissance s'est maintenue à +1,5% au premier trimestre 2017. Cette bonne tenue de l'activité se poursuivrait au cours des prochains trimestres grâce à une nette amélioration du climat des affaires ainsi qu'à une augmentation de la production industrielle et de la demande. Au **Brésil**, l'économie s'est redressée de 1,0% au premier trimestre 2017 après avoir enregistré une contraction sur toute l'année 2016. Cette embellie est en rapport avec la reprise des exportations.

Dans l'ensemble, la croissance mondiale devrait atteindre 3,5% en 2017, selon le FMI, contre 3,4% en 2016. Cette accélération serait attribuable à la bonne santé de l'économie américaine et au regain de vitalité de certaines économies émergentes. L'activité des pays avancés croîtrait de 2,0% et celle des économies émergentes et en développement de 4,5%. Quant à l'**Afrique subsaharienne**, sa croissance devrait s'afficher à +2,6% après +1,4% en 2016, en relation avec le redressement du PIB au **Nigeria** (+0,8% après -1,5%) et l'accélération en **Afrique du Sud** (+0,8% après +0,3%).

Hausse des cours de la plupart des matières premières

En moyenne sur les cinq premiers mois de l'année 2017 et comparé à la période correspondante de 2016, le marché des matières premières connaît une hausse des cours de la plupart des principaux produits de base hormis notamment le cacao (-32,3%). Ainsi, les cours du pétrole brut (+38,4%), du café (+15,3%), du coton (+26,3%), du caoutchouc (+50,2%), de l'huile de palme (+9,4%), et de l'or (+2,1%) sont en progression. Il découle de ces évolutions un accroissement de l'indice Moody's des matières premières de 15,7%.

En évolution mensuelle, les cours du cacao remontent de 1,1% au mois de mai 2017 pour s'établir à 1 983,5 US dollars la tonne.

Dépréciation de l'euro face au dollar américain

En moyenne de janvier à mai, le marché des changes est marqué par une dépréciation de l'euro de 3,5% par rapport au dollar américain. En revanche, la monnaie européenne s'apprécie de 17,7% par rapport à la livre sterling en raison des incertitudes liées au Brexit.

Consolidation de la croissance au plan national

L'économie nationale bénéficie d'un environnement des affaires favorable. Les revendications relatives aux remous sociaux intervenus au cours des cinq premiers mois de l'année 2017 ont été prises en compte par le Gouvernement et un cadre de dialogue est en place pour le traitement des points résiduels. Par ailleurs, l'offre diversifiée de biens sur le marché avec l'ouverture de nouveaux centres commerciaux favorise la consommation. En ce qui concerne le financement du PND 2016-2020, il sera assuré pour l'année 2017, entre autres, par les Eurobonds émis au mois de juin 2017 qui devraient renforcer la bonne dynamique de l'économie nationale.

Les réalisations à fin mai 2017 comparées à celles de mai 2016 se présentent comme suit :

Au niveau du **secteur primaire**, après les contractions enregistrées en 2016, l'agriculture d'exportation se redresse progressivement en lien avec l'amélioration de la pluviosité. Ainsi, les productions de la noix de cajou (+20,9%), de l'ananas (+38,9%) et de la banane (+21,8%) sont en augmentation. Cependant, les productions du coton graine (-2,0%) et du sucre (-13,5%) se contractent.

Dans le **secteur secondaire**, sur les cinq premiers mois de l'année 2017, l'activité industrielle affiche une hausse de 4,7% en moyenne, sous l'effet conjugué de la bonne performance des industries manufacturières (+9,4%), du dynamisme de la branche « électricité, gaz et eau » (+4,5%) et de la contraction des industries extractives (-17,7%). A l'inverse, l'indicateur avancé du BTP régresse de 1,5%, en lien avec le ralentissement et le non démarrage de certains chantiers publics d'envergure.

Le **secteur tertiaire** enregistre une évolution contrastée de ses composantes. En effet, l'Indice du Chiffre d'Affaires du commerce de détail et le transport aérien de passagers augmentent respectivement de 7,5% et 16,0%. Le trafic maritime s'améliore progressivement pour ressortir en quasi-stabilité (-0,3% contre -3,7% à fin avril 2017). Quant au trafic ferroviaire de marchandises (-11,8%) et au transport routier (-5,2%), ils sont en baisse.

Les **prix à la consommation** enregistrent, en moyenne sur la période sous revue, une hausse de 0,5%. Cette évolution est la conséquence du renchérissement des prix des produits non alimentaires (+1,1%), en particulier les « articles d'habillement et chaussure » (+2,7%), et le « logement, eau, gaz, électricité autres combustibles » (+2,4%). Quant aux prix des produits alimentaires, ils fléchissent de 0,8%, traduisant le bon approvisionnement des marchés. L'inflation en moyenne annuelle se situe à +0,4%, sous la barre du maximum de 3% fixé par l'UEMOA.

Sur le **marché de l'emploi**¹ dans le secteur formel moderne, l'effectif des travailleurs augmente de 4,5%, correspondant à une création nette de 39 389 emplois sur un an. Cette embellie est favorisée à la fois par les secteurs privé (+4,8% ; +33 105 emplois) et public (+3,2% ; +6 284 emplois).

A fin mai 2017, les **finances publiques** enregistrent une hausse des recouvrements des recettes totales et dons de 6,5% par rapport à fin mai 2016. Cette évolution positive est attribuable aux recettes fiscales (+6,2) et non fiscales (+22,5%). Par ailleurs, les dépenses totales et prêts nets augmentent de 3,3%, portés notamment par les dépenses de fonctionnement (+26,9%) et le paiement des intérêts de la dette (+21,1%). Il se dégage un solde primaire de base excédentaire de 210,3 milliards et un solde budgétaire déficitaire de 78,1 milliards. Ce déficit a été couvert grâce au recours au marché financier sous régional.

Les **échanges extérieurs** de marchandises en commerce spécial hors biens exceptionnels sont caractérisés par la croissance des exportations en valeur de 21,5%. En revanche, les importations replient de 8,2%, en liaison avec le retrait des achats de biens d'équipement (-35,8%) et de biens intermédiaires (-3,1%). Le solde commercial excédentaire de 1 527,2 milliards est en progression de 120,7% par rapport à son niveau de la période correspondante de 2016.

La **situation monétaire** est marquée par une progression de la masse monétaire (+17,1% ; +1 327,1 milliards de FCFA) sous l'effet conjugué de l'accroissement des crédits intérieurs nets de 28,3% et de la baisse des avoirs extérieurs de 9,6%. Les crédits intérieurs nets bénéficient de la hausse à la fois de la position nette du Gouvernement (+51,1%) et des crédits nets à l'économie (+20,8%) à savoir les crédits de court terme (+11,3%), de moyen terme (+26,2%) et de long terme (+29,1%).

Sur le **marché financier**, la BRVM enregistre une augmentation de la capitalisation boursière de 5,8%, portée par le marché des obligations (+40,9%). Toutefois, les indices BRVM 10 (-11,6%) et composite (-8,8%) du marché des actions ressortent en baisse, traduisant le recul des cours de certaines actions. De même, le volume et la valeur des transactions se contractent respectivement de 53,5% et 45,2%.

En conclusion, sur les cinq premiers mois de l'année 2017, l'activité économique nationale a enregistré une évolution globalement favorable. La dynamique de croissance est portée par la production industrielle et le rebond de l'agriculture d'exportation. En outre, le redressement observé du transport maritime est encourageant et devrait se poursuivre. Par ailleurs, le succès de l'émission d'Eurobonds, avec 1 140 milliards de FCFA mobilisés en juin 2017, devrait permettre l'accélération de l'exécution du PND 2016-2020 et concourir à l'atteinte de l'objectif de croissance annuel en 2017.

¹ Données de la Solde et de la CNPS

Réalisations sectorielles à fin mai 2017, comparées à celles à fin mai 2016, sauf indications contraires

Valeurs en FCFA sauf indications contraires

Secteur réel

L'activité économique dans le secteur réel bénéficie de l'amélioration de la pluviosité et de la bonne tenue de la production industrielle. Dans le secteur tertiaire, le commerce est stimulé par l'accroissement et la diversification de l'offre de biens.

Secteur primaire

Orientation favorable des cultures d'exportation

L'agriculture d'exportation se redresse progressivement, en relation avec la bonne pluviosité. Ainsi, les productions de l'anacarde, de l'ananas et de la banane augmentent. Cependant, celles de coton graine et de sucre se contractent.

Tableau 1 : Principales productions de l'agriculture d'exportation

En tonnes	05 mois 2016	05 mois 2017	Variation(%)
Anacarde	365 110,9	441 511,8	20,9
Ananas	14 603,5	20 283,7	38,9
Banane	159 782,5	194 574,0	21,8
Coton graine*	222 050,1	217 718,5	-2,0
Sucre	123 346,0	106 678,7	-13,5

Source : DGE, OPA, MINADER

* Fin de campagne au mois d'avril

La production de l'**anacarde** ressort à 441 511,8 tonnes, en hausse de 20,9%. La culture bénéficie de l'amélioration du prix d'achat aux producteurs et de la poursuite de la distribution d'intrants de qualité. Par ailleurs, la mise en œuvre de la politique de transformation locale de la noix de cajou, devrait permettre une amélioration de la valeur ajoutée et la création de plus d'emplois.

La culture de l'**ananas** connaît une embellie favorisée par l'installation progressive de nouvelles unités de transformation qui améliorent la commercialisation. La production se situe à 20 283,7 tonnes, en augmentation

de 38,9%. Cette évolution est soutenue par l'amélioration des outils de productions.

Quant à la **banane dessert**, elle se maintient en hausse, en rapport avec la mise en œuvre du plan de relance de la filière, amorcée en 2015. Ainsi, la production s'accroît de 21,8% pour s'établir à 194 574,0 tonnes.

La production de **coton graine** se contracte de 2,0% avec 217 718,5 tonnes. Elle subit notamment la mauvaise répartition des pluies. Cependant, la filière enregistre une amélioration des prix au producteur de 15 FCFA par rapport à la campagne de 2016, portant ainsi les prix d'achat au producteur du coton de premier choix et de deuxième choix respectivement à 265 FCFA et 240 FCFA en 2017. En vue de soutenir la production de coton graine, un fonds de garantie de 1,8 milliard de FCFA a été mis en place par la fédération des producteurs de coton de Côte d'Ivoire (FPC-CI) pour faciliter l'accès aux financements bancaires.

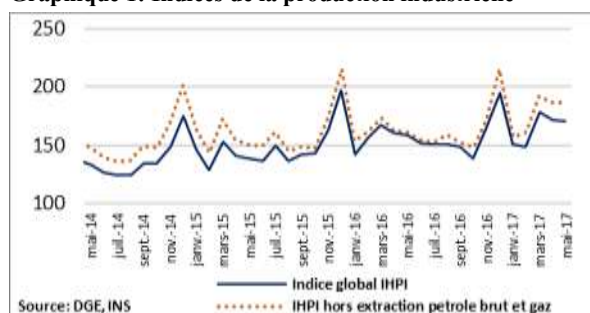
La filière du **sucre** a enregistré une fin de campagne précoce sur l'une des deux unités productrices, en lien avec les actes de vandalisme subis un an plus tôt. Ainsi, la production s'établit à 106 678,7 tonne, en contraction de 13,5% par rapport à la même période de 2016. Pour combler le déficit, le Gouvernement a autorisé l'importation de 23 000 tonnes de sucre.

Secteur secondaire

Activité industrielle en hausse

L'**activité industrielle** est bien orientée à fin mai 2017, au regard des bonnes performances des industries manufacturières (+9,4%) et de la production d'« Electricité, gaz et eau » (+4,5%), malgré le retrait des « industries extractives » de 17,7%.

Graphique 1: Indices de la production industrielle



Les **industries extractives** connaissent une contraction induite la branche « extraction de pétrole brut et de gaz naturel et activités annexes » qui régressent de 18,4% tandis que les « autres activités extractives » croissent de 1,1%.

Le **pétrole brut** enregistre une production de 5 418,1 milliers de barils sur la période sous revue, en baisse de 20,4%. Cette situation découle du recul des productions des permis CI-40 (-13,0%) et CI-26 (-44,1%) qui représentent respectivement 67,9% et 22,9% de la production totale. Toutefois, cette contraction est atténuée par la hausse de la production des permis CI-27 (+47,7%) et CI-11 (+4,1%).

Concernant l'extraction de **gaz naturel**, elle est toujours orientée à la hausse. En effet, elle ressort à 1 029,8 millions de mètres cubes, en accroissement de 2,7%. Cette augmentation est attribuable à la bonne tenue des permis CI-11 et CI-27 qui enregistrent des hausses respectives de 47,6% et 18,3%. Par contre, les productions des permis CI-26 et CI-40 sont en retrait respectivement de 49,0% et 31,7%.

Les **industries manufacturières** bénéficient du dynamisme des activités des « industries agroalimentaires et tabac » (+16,4%), des « industries du bois et meubles » (+11,6%), des « industries du verre de la céramique et des matériaux de construction » (+29,2%) et de la « fabrication de machines et matériels de tous types » (+34,6%). Par contre, les « industries pétrolières, chimiques et caoutchouc, plastiques » (-4,5%), les « industries métalliques » (-19,8%), les « industries textiles et cuir » (-11,3%) et les « industries

du papier, carton et édition, imprimerie » (-0,5%) régressent.

La production de produits pétroliers par la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR) s'établit à 1 273 710,4 tonnes à fin mai 2017, en accroissement de 11,2%. Cette bonne réalisation continue d'être portée par l'augmentation du volume de produits semi-finis destinés à l'exportation. Cette évolution favorable se ressent également au niveau de la production de super (+35,2%), de gasoil (+7,0%) et de DDO (+43,1%).

Graphique 2: Production et vente de produits pétroliers



La branche « **électricité, gaz et eau** » enregistre une progression de 4,5%, résultant de la hausse des activités de « production et distribution d'électricité » (+6,0%) et de « captage, traitement et distribution d'eau » (+0,7%).

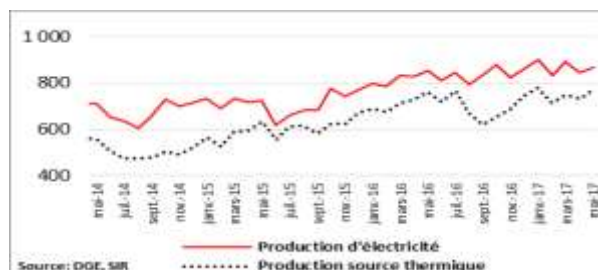
La production nette d'électricité progresse de 5,8% pour se situer à 4 332 Gwh, sous l'impulsion des productions de sources thermique et hydraulique.

L'électricité de source thermique croît de 5,0% en relation avec l'optimisation des capacités de production des différentes centrales thermiques notamment AZITO ENERGIE (+9,2%), AGGREKO (+4,4%) et Vridi (+26,1%). En revanche, CIPREL accuse un léger tassement (-0,1%).

L'électricité de source hydraulique tire profit de la disponibilité en eau des barrages, en lien avec la bonne pluviosité observée sur la période sous revue. Elle enregistre une augmentation de 11,6%. Par ailleurs, il est à noter la récente mise en eau du barrage de Soubré d'une capacité de 275 MW, qui devrait à terme contribuer à booster la production d'électricité.

La hausse globale de l'offre d'électricité a permis de satisfaire la demande tant nationale (+6,4%) que sous régionale (+12,9%).

Graphique 3: Production nette d'électricité (en Gwh)



BTP en régression

Au niveau du BTP, l'indicateur avancé affiche un retrait de 1,5% à fin mai 2017, en relation avec la baisse de la consommation des matériaux de construction due principalement à l'achèvement de plusieurs projets publics d'envergure. Ce repli est perceptible au niveau de la consommation de « bitume » (-38,1%), de « béton » (-24,0%) et de « sable » (-26,3%). Les consommations de « ciment » (+3,8%), « tôles et bacs » (+16,8%), de « câbles et fils électriques » (+27,7%) et de « gravier » (+9,5) ressortent, quant à elles, en hausse.

Secteur tertiaire

Evolution contrastée dans le secteur tertiaire

Le secteur tertiaire enregistre une bonne tenue du commerce de détail, du transport aérien et un redressement progressif du transport maritime. Par contre, les transports terrestre et ferroviaire demeurent en baisse.

Evolution favorable du commerce de détail

Le commerce de détail bénéficie d'un environnement favorable marqué par l'ouverture de nouveaux centres commerciaux. Ainsi, l'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) est en accroissement de 7,5% en termes nominaux à fin mai 2017. Cette hausse provient notamment des ventes des « produits pétroliers » (+11,0%), des

« produits de l'alimentation » (+24,6%) ainsi que des « produits pharmaceutiques et médicaux » (+6,0%).

Toutefois, ces progressions sont atténuées par le repli du chiffre d'affaires des postes « articles d'équipement de la personne » (-16,5%), « produits d'équipement du logement » (-6,6%), et « véhicules automobiles, motocycles et pièces détachées » (-2,4%).

Redressement du trafic maritime dans le transport

Au niveau de la branche transport, le **trafic aérien** de passagers commerciaux maintient son rythme de croissance avec une progression de 16,0%. De même, le transit direct (+85,6%) et le fret aérien (+12,9%) se comportent favorablement. Cette évolution positive se ressent au niveau du trafic au sein de la CEDEAO (+23,2%), avec l'Europe (+16,5%) dont la France (+23,1%) ainsi qu'avec le reste de l'Afrique (+7,8%). Par ailleurs, le trafic national (+9,0%) reste bien orienté avec 27 359 passagers commerciaux.

Dans le **transport maritime**, les données provisoires du Port Autonome d'Abidjan (PAA)² font ressortir un redressement de l'activité. En effet, le trafic global des marchandises enregistre un léger recul de 0,3% après une contraction de 3,7% à fin avril 2017. Le transport maritime au port d'Abidjan est confronté à l'engorgement de la zone portuaire lié aux travaux de réhabilitation de la voirie. Le relèvement du trafic provient du trafic national qui augmente de 2,1%, en relation avec la hausse des échanges de marchandises générales (+7,2%), alors que les produits pétroliers (-7,9%) reculent. Par contre, le transbordement (-24,3%) et le transit (-7,4%) se maintiennent en baisse. Le repli du transit est dû essentiellement à la morosité des échanges avec le Burkina Faso (-21,2%) pendant que ceux avec le Mali progressent de +17,7%. Quant aux activités du transbordement, elles pâtissent du niveau du tirant d'eau qui ne permet pas d'accueillir les gros navires. La finalisation rapide des travaux

² Le PAA représente plus de 80% de l'activité portuaire

d'approfondissement en cours devrait permettre d'améliorer le trafic maritime.

En ce qui concerne le **transport ferroviaire**, il fait face à un ralentissement des activités lié en partie à un manque de compétitivité dû à la vétusté des installations. Par ailleurs, le recul des échanges avec le Burkina Faso, notamment le transit maritime, impacte négativement les activités ferroviaires. Le trafic de marchandises et de personnes se contractent respectivement de 11,8% et 22,6%.

A niveau du **transport terrestre**, il est constaté un recul des activités au regard de l'indicateur avancé qu'est la consommation de gasoil qui se contracte de 5,2%. Cette évolution pourrait s'expliquer par l'engorgement de la zone portuaire qui entraîne une baisse des rotations des camions.

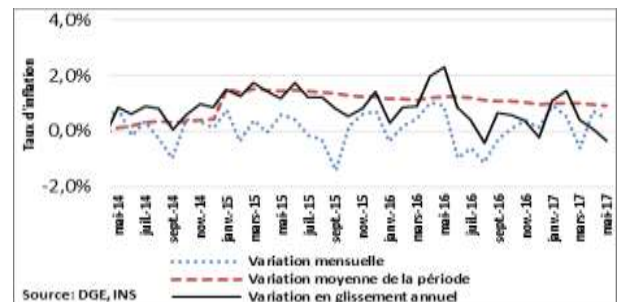
Baisse des prix des produits alimentaires

Les **prix à la consommation** croissent de 0,5% en moyenne sur les cinq premiers mois de l'année 2017, comparé à ceux de la période correspondante de 2016. Cette évolution résulte d'une hausse des prix des produits non alimentaires de 1,1% et d'un recul de ceux des produits alimentaires de 0,8%.

Les produits alimentaires enregistrent une contraction des prix des tubercules et plantains (-12,5%), des légumes frais (-7,4%) et du lait-fromages-œufs (-2,6%), en lien avec le bon approvisionnement des marchés. Toutefois, ces contractions sont atténuées par le renchérissement des « huiles et graisses » (+16,7%), des viandes (+2,3%) et des poissons (+1,9%).

Du côté des produits non alimentaires, la hausse des prix provient notamment des « articles d'habillement et chaussure » (+2,7%) et du « logement, eau, gaz, électricité autres combustibles » (+2,4%). Par contre, les prix des transports (-1,3%) et de la communication (-1,8%) s'affichent en baisse.

Graphique 4: Evolution des taux d'inflation



L'inflation en moyenne annuelle se situe à +0,4%, largement en dessous de la barre du maximum de 3% fixé par l'UEMOA.

Progression continue de l'emploi moderne

Dans le secteur moderne, l'emploi formel continue de se comporter favorablement. Ainsi, le nombre des salariés a augmenté de 4,5% correspondant à une création nette de 39 389 emplois sur un an.

Le secteur privé enregistre une création nette de 33 105 emplois sur un an, en accroissement de 4,8%, portant ainsi le nombre de salariés à 717 490.

De même, le secteur public affiche une progression de 3,2% du nombre de fonctionnaires et agents de l'Etat (204 788), correspondant à une création nette de 6 284 emplois sur un an.

Au total, dans le secteur moderne, l'emploi formel comptabilise 922 278 salariés à fin mai 2017.

Finances Publiques

A fin mai 2017, les recettes totales et dons s'affichent à 1 931,4 milliards, en accroissement de 118,2 milliards (+6,5%) par rapport à fin mai 2016. De même, les dépenses totales et prêts nets augmentent de 64,7 milliards (+3,3%) pour se situer à 2 009,5 milliards.

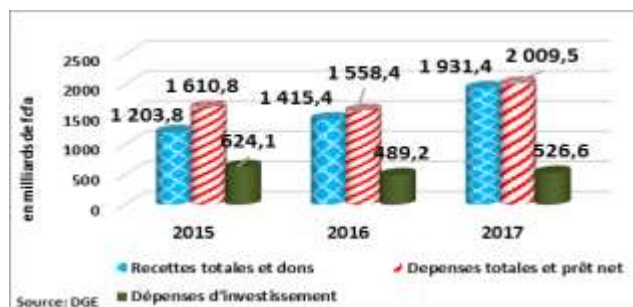
La bonne tenue des recettes totales et dons s'explique par le bon niveau de recouvrement des recettes de manière générale (+137,3 milliards ; +8,2%). En effet, les recettes fiscales et les recettes non fiscales augmentent de 91,4 milliards (+6,2%) et 45,9 milliards (+22,5%) respectivement. Par contre, la mobilisation

des dons est en recul de 19,1 milliards (-13,3%), mais devrait s'accélérer sur le reste de l'année.

S'agissant des dépenses totales et prêts nets, leur hausse est en lien avec (i) l'exécution plus élevée des dépenses de fonctionnement (+83,0 milliards ; +26,9%) imputable à la prise en compte des revendications militaires ; (ii) le paiement des intérêts sur la dette (+22,0 milliards ; +21,1%) ; (iii) la hausse des dépenses du personnel (+32,5 milliards ; +5,6%) ; et (iv) l'augmentation des subventions et transferts (+12,2 milliards ; +9,4%). Par contre, il est noté une baisse des dépenses d'investissement de 25,8 milliards (-4,7%), comparativement à leur niveau de la même période de 2016.

Il se dégage un solde primaire de base excédentaire de 210,3 milliards et un solde budgétaire déficitaire de 78,1 milliards. Ce déficit a été couvert grâce à une mobilisation sur le marché financier sous régional de 456,9 milliards.

Graphique 5 : Principaux agrégats des finances publiques à fin mai



Echanges extérieurs

Accroissement en valeur des exportations

Les **échanges extérieurs** de marchandises (en commerce spécial et hors biens exceptionnels) sont marqués, en glissement annuel, par un accroissement en valeur des exportations (+21,5%) tandis que les importations fléchissent (-8,2%). Le taux de couverture des importations par les exportations se situe à 172,2%.

La progression des exportations provient à la fois des volumes (+19,6%) et des prix (+1,7%). Quant aux importations, elles se contractent sous l'effet conjugué d'une baisse des volumes (-3,9%) et des prix (-4,5%).

Il en résulte un solde commercial de 1 527,2 milliards en progression de 120,7% par rapport à son niveau de la même période de 2016. Par ailleurs, les termes de l'échange s'améliorent de 6,4%.

Les **exportations** en valeur se raffermissent en relation avec l'accroissement des ventes de produits primaires (+28,5%) et de produits transformés (+8,6%).

Les **produits primaires** profitent de la bonne orientation des ventes des produits de l'agriculture d'exportation, notamment, du cacao fèves (+16,3%), de la noix de cajou (+90,4%), du caoutchouc (+83,6%), du tabac (+22,3%), du coton en masse (+8,5%) et de la banane dessert (+16,6%). Concernant spécifiquement le cacao fève, la hausse en valeur est boostée par la progression des volumes exportés (+34,8%), en lien avec la normalisation de la commercialisation intervenue au premier trimestre 2017 et qui a permis d'écouler les stocks en entrepôts.

S'agissant des exportations des produits miniers, elles croissent également en valeur, portées par le pétrole brut (+10,5%) et l'or (+14,1%).

Toutefois, ces évolutions positives sont atténuées par la contraction enregistrée au niveau du café vert (-33,5%).

Les exportations de **produits transformés** en valeur croissent de 8,6%. Cette augmentation découle notamment de la bonne tenue des produits pétroliers (+74,0%), de l'amande de cajou (+37,4%), des huiles essentielles et extraits végétaux (+6,4%), du plastique (+6,0%), du cacao transformé (+4,2%) et du savon (+1,2%), en dépit du retrait des ventes de café transformé (-6,0%), de l'huile de palme (-18,8%), des préparations à base de céréales (-26,0%), des textiles et chaussures (-17,0%), ainsi que les « papiers, cartons et produits de l'édition » (-13,9%).

Les **importations** se contractent avec le recul des biens intermédiaires (-3,1%) et des biens d'équipement (-35,8%), malgré une amélioration des achats des biens de consommation (+4,4%).

Les **biens intermédiaires** refluent sous l'influence des achats de pétrole brut (-0,3%), de produits chimiques (-6,6%), de « fer, fonte, acier et ouvrage » (-0,1%), d'engrais (-30,3%) et de produits métalliques (-7,5%). Ces baisses sont contenues grâce à l'accroissement des importations du « clinker » (+33,4%), des « papiers et cartons » (+10,1%) ainsi que des « autres fibres » (+9,6%).

Le repli des **biens d'équipements** provient des diminutions observées au niveau de ses composantes, spécifiquement les machines mécaniques (-14,4%), les machines électriques (-34,2%), les matériels de transport routier (-31,1%) et les matériels de transport de navigation maritime (-95,0%).

Situation monétaire et financière

Hausse continue du financement bancaire

A fin mai 2017, la situation monétaire est caractérisée par une progression de la masse monétaire, une consolidation des crédits intérieurs nets et une contraction des avoirs extérieurs nets.

La **masse monétaire** se chiffre à 9 083,0 milliards de FCFA, en hausse de 17,1% (+1 327,1 milliards de FCFA). Cette évolution favorable est perceptible au niveau des monnaies fiduciaire (+25,7%) et scripturale (+14,1%).

Les contreparties de la masse monétaire enregistrent une évolution contrastée.

Ainsi, les **avoirs extérieurs nets** maintiennent leur tendance baissière. Ils se situent à 2 136,7 milliards de FCFA, en contraction de 9,6% (-225,9 milliards de FCFA) en raison notamment du faible niveau de rapatriement des recettes d'exportation. Cette évolution est observée aussi bien au niveau des avoirs extérieurs

de la Banque Centrale (-6,7%) que de ceux détenus par les banques commerciales (-20,0%). Toutefois, les avoirs extérieurs nets devraient se redresser grâce aux Eurobonds émis en juin 2017.

S'agissant des **crédits intérieurs nets**, ils se maintiennent en hausse pour se situer à 7 384,2 milliards de FCFA. En effet, ils enregistrent un accroissement de 28,3% (+1 626,7 milliards de FCFA) en liaison avec l'augmentation du crédit net à l'économie et de la Position Nette du Gouvernement (PNG).

La PNG se situe à 2 136,7 milliards de FCFA, en accroissement de 51,1% (+722,4 milliards de FCFA). Ainsi, la dette de l'Etat vis-à-vis du secteur bancaire s'est accrue de 16,5% alors que sa créance a chuté de 32,1%.

S'agissant des crédits nets à l'économie, ils progressent de 20,8% (+904,4 milliards de FCFA) pour se situer à 5 247,5 milliards de FCFA. Cette dynamique traduit la confiance du secteur bancaire en l'économie ivoirienne. Elle est attribuable à tous les types de crédits à savoir les crédits de court terme (+11,3% ; +255,5 milliards de FCFA), de moyen terme (+26,2% ; +429,7 milliards de FCFA) et de long terme (+29,1% ; +55,9 milliards de FCFA). La bonne dynamique des crédits à moyen et long termes est favorable à l'investissement privé.

Au total sur les cinq premiers mois de l'année 2017, l'activité bancaire est marquée par une progression à la fois des escomptes d'effets de commerce et des dépôts respectivement de 19,0% et 37,0% par rapport à la période correspondante de 2016. En revanche, les nouvelles mises en place de crédits ordinaires se contractent de 4,6% (-80,8 milliards de FCFA) pour s'établir à 1 689,3 milliards FCFA. La durée moyenne des crédits est ressortie à 21,3 mois contre 15,7 mois pour la période correspondante de 2016, en relation avec la progression des crédits de moyen et long termes. Cette situation pourrait expliquer la hausse du taux moyen débiteur qui s'établit à 6,3%, en hausse de 0,2 point de pourcentage.

Graphique 6: Principaux agrégats monétaires (en milliards de FCFA)***Hausse continue de la capitalisation boursière***

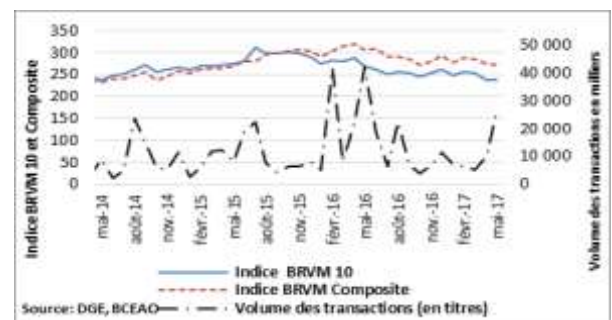
La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) est marquée par une progression continue de la capitalisation boursière tandis que les indices BRVM composite et BRVM 10 du marché des actions sont toujours orientés à la baisse.

La capitalisation boursière s'affiche à 9 742,3 milliards de FCFA, en hausse de 3,9%. Cette augmentation est favorisée essentiellement par la bonne tenue de la capitalisation du marché des obligations (+44,1% ; 2 574,2 milliards de FCFA). Par contre, la capitalisation du marché des actions recule de 5,6% pour se situer à 7 168,2 milliards de FCFA, en lien avec la contraction des cours des actions. Le repli des cours des actions se traduit par une contraction des indices boursiers. Ainsi, les indices moyens BRVM composite et BRVM 10 baissent respectivement de 8,8% et 11,6%. L'indice BRVM 10 subit le repli des cours des dix (10) grandes sociétés qui la composent. Quant à l'indice BRVM composite, il accuse la contraction de la quasi-totalité des indices sectoriels notamment celui de l'industrie (-23,8%), des services publics (-4,3%), de la distribution (-28,2%), du transport (-19,3%), des finances (-1,7%) et des autres secteurs (-46,8%). En revanche, l'indice du secteur agricole progresse de 12,7% en moyenne sur la période sous revue.

Concernant les transactions, une diminution à la fois du volume et de la valeur de titres échangés respectivement de 53,5% et 45,2% est enregistrée sur les cinq premiers

mois de 2017, confirmant la timidité du marché des actions.

Au cours du mois de mai 2017, 26 319 064 titres ont été échangés pour une valeur de 23,0 milliards de FCFA. Ces opérations se sont déroulées avec un ratio moyen de liquidité de 17,6%. Quant au taux de rendement moyen du marché, il est ressorti à 4,5% avec une prime de risque de -1,6%.

Graphique 7: Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA

En conclusion, sur les cinq premiers mois de l'année 2017, l'activité économique nationale a enregistré une évolution globalement favorable. La dynamique de croissance est portée par la production industrielle et le rebond de l'agriculture d'exportation. Par ailleurs, le redressement observé du transport maritime devrait se poursuivre et se consolider. En outre, le succès de l'émission d'Eurobonds, avec 1 140 milliards de FCFA mobilisés en juin 2017, devrait permettre l'accélération de l'exécution du PND 2016-2020 et concourir à l'atteinte de l'objectif de croissance annuel en 2017.

Flash conjoncture à fin mai 2017

Tableau de bord

	Variation en glissement annuel									Variations en glissement (cumul de la période)
	sept.-16	oct.-16	nov.-16	déc.-16	janv.-17	févr.-17	mars-17	avr.-17	mai-17	
INTERNATIONAL										
Cours du Pétrole brut	-2,1%	3,3%	4,5%	43,5%	78,2%	67,2%	33,0%	25,5%	8,1%	38,4%
Cours du cacao	-12,1%	-15,2%	-25,6%	-31,6%	-25,6%	-30,3%	-33,0%	-36,3%	-36,0%	-32,3%
Cours de l'euro par rapport au dollar	-0,1%	-1,9%	0,6%	-3,1%	-2,3%	-4,1%	-3,7%	-5,4%	-1,8%	-3,5%
ACTIVITE NATIONALE										
Primaire										
Agriculture d'exportation										
Coton	0,0%	0,0%	0,0%	25,2%	3,6%	-0,6%	-13,8%	-70,8%	0,0%	-2,0%
Anacarde	884,0%	81,4%	111,3%	-74,5%	-53,7%	-20,5%	150,0%	24,8%	-17,9%	20,9%
Secondaire										
IHPI global	4,1%	-2,9%	0,6%	-1,1%	6,3%	-4,7%	7,1%	6,9%	7,9%	4,7%
IHPI hors extraction	2,2%	0,8%	0,3%	-0,5%	2,2%	0,3%	10,9%	13,2%	15,2%	9,0%
BTP	2,8%	-20,4%	4,8%	2,3%	-10,7%	-25,2%	15,9%	0,4%	1,0%	-1,5%
Production d'électricité	22,3%	13,2%	11,0%	12,0%	12,9%	6,0%	6,8%	2,3%	1,5%	5,8%
Production de produits pétroliers	-30,0%	-8,2%	0,7%	11,8%	-4,8%	34,9%	41,3%	15,3%	-9,5%	11,2%
Pétrole brut	17,0%	-25,5%	1,1%	-7,4%	44,8%	-34,1%	-16,4%	-36,6%	-31,9%	-20,4%
Gaz naturel	-3,4%	-2,4%	6,3%	3,9%	12,9%	1,6%	2,6%	-0,8%	-2,2%	2,7%
Tertiaire										
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA)	-2,3%	-1,6%	-0,5%	11,6%	11,0%	2,1%	7,8%	7,9%	8,6%	7,5%
Total voyageurs aérien	15,2%	26,4%	23,0%	23,4%	13,9%	13,6%	16,4%	19,4%	16,4%	16,0%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	-18,5%	-0,8%	-6,9%	-11,5%	-10,1%	-10,7%	-8,9%	-12,6%	-16,8%	-11,8%
Echanges extérieurs										
Exportation en valeur (hors biens exceptionnels)	-13,0%	-25,9%	9,0%	0,3%	17,4%	13,2%	49,0%	10,7%	13,3%	21,5%
Importation en valeur (hors biens exceptionnel)	4,0%	-6,6%	-45,8%	-19,0%	-12,5%	-36,1%	12,1%	-10,6%	13,5%	-8,2%
Solde commercial (en milliards CFA)	-								78,63	1 527,2
	11,95	5,08	223,69	335,89	273,54	397,96	514,82	262,23		
Financement										
Position net du Gouvernement	2,8%	17,0%	8,9%	27,8%	35,1%	34,4%	26,6%	33,4%	51,1%	51,1%
Crédit net à l'économie	15,2%	21,1%	21,0%	15,4%	16,8%	20,9%	21,7%	21,5%	20,8%	20,8%
Crédit net à moyen terme	22,8%	26,1%	25,6%	26,3%	30,7%	29,1%	26,2%	22,9%	26,2%	26,2%
Crédit net à long terme	49,3%	76,3%	72,4%	51,0%	58,4%	57,1%	41,4%	46,8%	29,1%	29,1%
Avoir extérieur net	-3,6%	-14,0%	-6,5%	-9,1%	-5,8%	-17,6%	-21,8%	-12,7%	-9,6%	-9,6%
Finances publiques										
Recettes totales & Dons	18,3%	22,9%	0,8%	-37,6%	-1,9%	-1,9%	39,9%	25,3%	-27,1%	6,5%
Dépenses totales & Prêts nets	35,4%	0,4%	0,1%	34,4%	-5,2%	21,0%	12,6%	-18,6%	10,4%	3,3%
Investissement public	37,8%	13,1%	-34,8%	55,8%	-84,0%	125,4%	19,1%	-67,4%	17,4%	-4,7%
Solde budgétaire global (niveau en milliards)	-69,4	-80,7	-55,0	-106,7	70,5	- 107,7	9,2	86,5	-136,6	-78,1
Prix à la consommation										
Indice harmonisé des prix à la consommation	0,7%	0,6%	0,4%	-0,2%	1,1%	1,5%	0,4%	0,1%	-0,4%	0,5%
Emploi										
Salariés secteur formel	4,9%	5,0%	4,4%	4,4%	4,1%	3,8%	4,1%	3,8%	4,5%	4,5%
Dont Salariés secteur formel privé	5,1%	5,3%	4,6%	4,7%	4,6%	4,2%	4,4%	4,1%	4,8%	4,8%